



Universidades Lusíada

Marcou, Jean

La politique étrangère de la Turquie : de la dérive vers l'Est au retour vers l'Ouest?

<http://hdl.handle.net/11067/1020>

<https://doi.org/10.34628/9w18-3v74>

Metadata

Issue Date	2013
Abstract	Tout le monde reconnaît qu'au cours de la décennie écoulée, la politique étrangère de la Turquie a connu de profondes transformations, au point qu'on a pris l'habitude de parler de « nouvelle politique étrangère turque ». L'arrivée au pouvoir de l'AKP a bien entraîné de profonds changements en matière de politique étrangère, mais ces changements ont probablement été mal évalués. En 2010, l'un des thèmes les plus prisés des conférences d'experts internationaux sur la Turquie pouvait être résumé p...
Keywords	Turquia - Relações externas
Type	article
Peer Reviewed	No
Collections	[ULL-FCHS] LPIS, n. 08 (2013)

This page was automatically generated in 2021-11-30T00:33:17Z with information provided by the Repository



LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA TURQUIE: DE LA DÉRIVE VERS L'EST AU RETOUR VERS L'OUEST ?

Jean Marcou

Professeur à l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Grenoble (France),
Chercheur associé à l'Institut Français d'Études Anatoliennes (IFEA) d'Istanbul
(Turquie).



Résumé

Tout le monde reconnaît qu'au cours de la décennie écoulée, la politique étrangère de la Turquie a connu de profondes transformations, au point qu'on a pris l'habitude de parler de « nouvelle politique étrangère turque ». L'arrivée au pouvoir de l'AKP a bien entraîné de profonds changements en matière de politique étrangère, mais ces changements ont probablement été mal évalués. En 2010, l'un des thèmes les plus prisées des conférences d'experts internationaux sur la Turquie pouvait être résumé par la question devenue célèbre : « La politique étrangère turque n'est-elle pas en train de changer d'axe et de se tourner vers l'Est ? » Aujourd'hui, alors qu'Ankara aux prises avec la crise syrienne, fait valoir sa qualité de membre de l'OTAN et se retrouve sur des positions voisines de celles de ses alliés occidentaux, des débats similaires se demandent si la Turquie n'est pas de retour à l'Ouest ? Le temps et les « printemps arabes » n'ont pourtant pas effacé les changements de fond vécus par la politique étrangère turque, ils nous ont simplement permis de comprendre que ces derniers n'étaient pas tout à fait ceux que l'on pensait initialement...

Abstract

It is widely acknowledged that over the past decade, Turkey's foreign policy has undergone profound transformations, so that a lot of people use to talk about the "new Turkish foreign policy." The coming to power of the AKP has resulted in profound foreign policy changes, but these changes were probably miscalculated. In 2010, one of the most popular themes of international experts conferences on Turkey could be summarized by the famous controversy: « Is the Turkish foreign policy changing its axis and turning East? » Today, since Ankara facing the Syrian crisis argues its NATO membership and is found on close positions to those of its Western allies, similar debates wonder whether Turkey is back to the West? Time and the "Arab Spring" have not yet cleared the substantive changes experienced by the Turkish foreign policy, they simply allowed us to understand that they were not quite those we originally thought...

Keywords

Turkey / Turkish Foreign Policy / Turkey's EU Bid / Ahmet Davutoğlu.

Introduction

L'avènement d'une nouvelle politique étrangère n'est pas une chose simple à établir¹. Un changement de gouvernement, aussi important soit-il, se traduit rarement par des mutations diplomatiques profondes et brutales. En la matière, les velléités de transformations spectaculaires doivent généralement compter avec des contingences géopolitiques, économiques et stratégiques redoutables, voire avec des événements inattendus, qui tendent à ramener les ambitions initiales de changement à des inflexions plus raisonnables ou à des projets plus modestes. Il est vrai qu'une politique étrangère ne se résume pas seulement à des orientations et à des objectifs, comme on le croit trop souvent, elle s'incarne aussi et surtout dans une pratique diplomatique complexe qui manie le discours, le silence, le geste, l'art de la relation, voire de la rupture, tout en ayant recours à des acteurs de plus en plus variés, à des outils techniques de plus en plus sophistiqués et à des moyens d'influence de plus en plus subtils. C'est aussi au travers des transformations qui affectent cette pratique que l'on constate qu'une politique étrangère est en train d'évoluer. Ainsi, étant une stratégie coordonnée par les institutions publiques avec des ressources multiples pour agir dans un domaine déterminé et réaliser des objectifs prédéterminés, une politique étrangère est à bien des égards une politique publique comme les autres, où les contraintes du temps présent laissent peu de marge de manœuvre et de place au changement véritable.

Presque tout le monde reconnaît pourtant qu'au cours de la décennie écoulée, la politique étrangère de la Turquie connaît de profondes transformations, au point qu'on a pris l'habitude de parler de « nouvelle politique étrangère turque ». Il faut dire que, depuis la seconde guerre mondiale, ce pays, probablement plus que beaucoup d'autres, se caractérisait par la permanence de ses choix diplomatiques. Ces derniers, notamment le maintien d'une alliance quasi-exclusive avec le monde occidental, s'accompagnant d'une relation faible, voire conflictuelle avec son environnement régional, découlaient d'une structure politique où l'armée

1 Sur le changement en politique étrangère, cf. Charles F. Herman, « Changing Course: When Governments Choose to Redirect Foreign Policy », *International Studies Quarterly*, Vol. 34, N°1 (March 1990), p.3-21 ; Marcel Merle, *La politique étrangère*, Paris, PUF, 1992; Mark Webber and Michael Smith (Edit.), *Foreign Policy in a Transformed World*, Prentice Hall, 2002, p. 325 to 339; David E. Welch, *Painful Choices, A Theory of Foreign Policy Changes*, Princeton University Press, 2005.

considérerait la politique extérieure du pays comme une question échappant aux arbitrages gouvernementaux.

Dans ces conditions, l'arrivée au pouvoir de l'AKP et les mutations, qui se sont produites, ont bien entraîné de profonds changements en matière de politique étrangère², mais ces changements ont probablement été mal évalués. En 2010, l'un des thèmes les plus prisés des conférences d'experts internationaux sur la Turquie pouvait être résumé par la question devenue célèbre : «La politique étrangère turque n'est-elle pas en train de changer d'axe et de se tourner vers l'Est?»³. Aujourd'hui, alors qu'Ankara aux prises avec la crise syrienne, fait valoir sa qualité de membre de l'OTAN et se retrouve sur des positions voisines de celles de ses alliés occidentaux, des débats similaires se demandent si la Turquie n'est pas de retour à l'Ouest? Le temps et les «printemps arabes» n'ont pourtant pas effacé les changements de fond vécus par la politique étrangère turque, ils nous ont simplement permis de comprendre que ces derniers n'étaient pas tout à fait ceux que l'on pensait initialement...

1- La «nouvelle politique étrangère turque» et la thèse «du changement d'axe»

A la veille des «printemps arabes», la politique étrangère de la Turquie semblait être entrée dans un cycle de changements profonds. Ce phénomène n'était vraiment apparu au grand jour qu'au cours de la deuxième législature de l'AKP au pouvoir (2007-2011), plus particulièrement à partir de 2009, lorsque Ahmet Davutoğlu, le principal conseiller politique de Recep Tayyip Erdoğan, devint ministre des affaires étrangères⁴. Pendant la précédente législature (2002-2007), en effet, bien que la présence ininterrompue d'Abdullah Gül à la tête de la diplomatie turque ait commencé à transformer les structures du ministère et son personnel, le gouvernement de l'AKP avait souhaité éviter les conflits avec l'establishment politico-militaire, qui restait très influent sur le plan politique à l'époque, et considérerait avoir un droit de regard sur la conduite de la politique étrangère. Dès lors, en dépit de quelques accrocs (refus du parlement turc de

² Sur ce thème cf. Gilles Bertrand: «Le changement en politique étrangère: le cas de la Turquie depuis 2002 », Communication au Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), Strasbourg, Septembre 2011.

³ Sur ce débat cf. Mensur Akgün, « Turkey: what axis shift ? », *Le Monde diplomatique*, July 2010 (<http://mondediplo.com/blogs/turkey-what-axis-shift>); Süleyman Özeren, « Axis and Turkey, what should change? » *USAK*, 17 June 2010 (<http://www.usak.org.tr/EN/makale.asp?id=1537>); Minutes of the international conference « Turkey Foreign Policy in a changing world », Oxford, 30 April 2010 – 2 May 2010, (<http://www.sant.ox.ac.uk/seesox/workshopreports/ReportfromTFPconf.pdf>); Cansu Arisoy, « Is Turkey turning its face from Europe in the post-Cold War Era? », *BILGESAM*, 29 January 2010 (http://www.bilgesam.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=227:is-turkey-turning-its-face-from-europe-in-the-post-cold-war-era&catid=77:ortadogu-analizler&Itemid=147).

⁴ Depuis 2002, cet ancien professeur de relations internationales était le conseiller du premier ministre pour la politique extérieure. Son œuvre principale est: Ahmet Davutoğlu, *Stratejik Derinlik: Türkiye'nin uluslararası konumu*, Istanbul, Küre, 2005.

laisser les troupes américaines débarquer sur son territoire pour envahir l'Irak par le nord, en 2003), voire de quelques innovations notables (signature d'un accord de libre-échange avec la Syrie, en 2004), la politique étrangère de l'AKP observait plutôt une certaine continuité dans ses objectifs, le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan parvenant même à atteindre, en 2005, ce dont tous ses prédécesseurs laïques avant lui avaient rêvé: ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Union européenne (UE).

Après la reconduite de l'AKP au pouvoir en juillet 2007, une série d'inflexions diplomatiques importantes sont toutefois observables. Les relations du gouvernement turc avec les autorités kurdes d'Irak du nord changent. Ankara accepte de nouer officiellement un dialogue direct avec le président Massoud Barzani, et des structures de travail bilatérales se mettent en place. Les rapports de la Turquie avec le monde arabe sont aussi concernés par ce mouvement. Nombre de pays arabes surprennent d'ailleurs en approuvant pour la première fois les interventions militaires turcs dans le nord de l'Irak contre les bases-arrière du PKK et, alors que les initiatives économiques et politiques turco-arabes se multiplient, on apprend au printemps 2008 qu'Ankara encadre des négociations indirectes entre Damas et Tel-Aviv pour essayer de parvenir à une normalisation des relations entre les deux pays rivaux. Les années 2009 et 2010 vont dès lors pleinement révéler l'ampleur des évolutions qui sont en cours⁵. Au début de l'année 2009, la condamnation sans appel de l'intervention de Tsahal à Gaza et le fameux «One minute de Davos»⁶, initient une remise en cause de l'ancienne convergence turco-israélienne au Moyen-Orient, qui va s'accroître dans les mois qui suivent jusqu'à l'arraisonnement du *Mavi Marmara*⁷, en mai 2010. Ce très grave incident entre les deux pays réduit leurs relations à un état de quasi ignorance mutuelle, mais il accroît d'emblée, dans le monde arabe, le prestige dont la Turquie a commencé à jouir, depuis qu'elle s'est ouverte à son environnement proche.

Parallèlement, la diplomatie turque fait feu de tous bois sur d'autres terrains clefs. En dépit du scepticisme initial de Téhéran, Ankara s'implique dans les tentatives de règlement du dossier nucléaire iranien. Dans une interview au Guardian, en octobre 2009, Recep Tayyip Erdoğan surprend en qualifiant l'Iran

⁵ Sur les évolutions de la politique étrangère turque à cette époque cf. Jean Marcou, « 2010 : le bilan 2010 de la politique étrangère turque », *Blog de l'OVIPOT*, 28 février 2011 (en ligne : <http://ovipot.hypotheses.org/14>) ; Jean Marcou, « 2009 : le bilan de la politique étrangère turque », *Blog de l'OVIPOT*, 5 janvier 2010 (en ligne : <http://ovipot.hypotheses.org/1155>).

⁶ «One minute !», nom sous lequel est désormais connue la virulente répartie de Recep Tayyip Erdoğan, au président israélien, Shimon Peres, lors du Forum de Davos, en janvier 2009. Le premier ministre turc avait en effet, réclamé la parole, en commençant par l'apostrophe en anglais du modérateur des débats.

⁷ Le 31 mai 2010 des commandos de marine israéliens arraisonnent le *Mavi Marmara*, un navire affrété par l'organisation humanitaire islamique turque IHH, qui était en route pour la bande de Gaza. L'opération fait neuf victimes dans les rangs turcs et provoque le gel des relations turco-israéliennes, réduites au niveau de 2^e secrétaire.

de «pays ami»⁸. Au même moment, après une visite du président Gül à Erevan, la Turquie signe deux protocoles visant à normaliser ses relations avec l'Arménie. Ayant adopté une position plutôt modérée malgré sa qualité de membre de l'OTAN pendant la crise géorgienne d'août 2008, elle soigne ses relations avec son grand voisin russe et lui confie, la même année, la construction de sa première centrale nucléaire. Enfin, les années 2009-2010 sont aussi le moment d'une densification inédite des relations politiques, économiques et culturelles avec le monde arabe⁹. Damas et Ankara dont les leaders ne cessent de se rencontrer, signent même, en 2009, un accord de partenariat stratégique, reposant sur des relations permanentes impliquant des rencontres thématiques au niveau ministériel. Mais la Turquie développe aussi ses relations avec d'autres pays du Machrek et du Maghreb, en multipliant les forums de rencontre, en supprimant l'obligation de visa et en ambitionnant de créer une immense zone de libre-échange économique entre Damas et Casablanca, que le premier ministre turc aurait appelé de façon ironique l'espace *Şamgen*¹⁰.

Dans le même temps, les négociations d'adhésion avec l'UE s'enlisent. Dès 2006, la question chypriote provoque le gel de 8 chapitres du processus de reprise de l'acquis communautaire, fortement entamé également en 2007 par l'élection à la présidence de la République française de Nicolas Sarkozy, qui se déclare ouvertement opposé à l'adhésion de la Turquie. La progression de la négociation devient alors de plus en plus laborieuse. Alors même que la candidature de la Turquie semble compromise, les nouveaux débouchés régionaux de la politique étrangère turque, issus de la stratégie du «zéro problème avec nos voisins», apparaissent, à beaucoup d'observateurs, comme une solution alternative à une intégration européenne pleine et entière¹¹. En mai-juin 2010, l'accord tripartite Brésil-Iran-Turquie puis le refus d'Ankara au Conseil de sécurité des Nations Unies de voter le troisième train de sanctions américaines contre la République islamique, qui enveniment les relations entre Ankara et Washington, apparaissent comme la confirmation du changement d'axe de la politique étrangère turque.

A la veille des «printemps arabes», beaucoup annoncent que la Turquie est en train de se démarquer de ses alliés occidentaux ou qu'en tout cas elle entend jouir à leur égard d'une marge de manœuvre assez comparable à celle que le général de Gaulle avait acquise dans les années 1960¹², lorsqu'il avait fait sortir la France du commandement militaire intégré de l'OTAN, désapprouvé

⁸ «Iran is our friend, says Turkish PM Recep Tayyip Erdoğan», *The Guardian*, 26 October 2009 (<http://www.guardian.co.uk/world/2009/oct/26/turkey-iran1>).

⁹ Jean Marcou « La place du monde arabe dans la nouvelle politique étrangère d'Ahmet Davutoğlu », in Dorothee Schmid (dir.) *La Turquie au Moyen-Orient, le retour d'une puissance régionale*, Paris, IFRI/CNRS Editions, décembre 2011.

¹⁰ « Onlarda Şengen varsa bizde Şamgen var » *Yeni Şafak*, 17 Eylül 2009.

¹¹ Sur ce thème, cf. Barisch Katinka, *Can Turkey combine EU accession and regional leadership?* Centre for European Reform, UK, 2010. Dorothee Schmid, «De l'élargissement à l'éloignement: la Turquie veut-elle toujours adhérer à l'Union européenne», *Politique étrangère*, 1/2010 (Printemps), p. 13 - 24.

¹² La comparaison a été osée par certains journalistes turcs, notamment par Sami Kohen dans *Milliyet*.

l'engagement américain au Vietnam ou condamné le déclenchement par Israël de la guerre des Six jours. Pour caractériser la politique suivie par la Turquie, on commence à parler sans doute abusivement de «néo-tiers-mondisme»¹³. Convoquant également l'histoire pour tenter d'expliquer les nouveaux chemins suivis par la diplomatie turque, certains croient voir dans la politique de bon voisinage que la Turquie mène au Moyen-Orient et dans les Balkans, l'expression d'un néo-ottomanisme¹⁴ qui légitimerait les ambitions de la nouvelle puissance régionale.

2- L'heure de vérité des « printemps arabes »

A bien des égards, les « printemps arabes » que personne n'avait prévus, ont constitué un test pour les politiques étrangères des Etats voisins et des grandes puissances. Pas plus que ses alliés occidentaux, la Turquie n'avait anticipé cette situation inédite et face aux premiers événements qui se développent en Tunisie et en Égypte, le gouvernement de l'AKP tarde à réagir, ce qui alimente même, à la fin du mois de janvier 2012, un début de polémique dans la presse turque où beaucoup d'éditorialistes ne comprennent pas ce mutisme turc à l'égard de mouvements qui entendent en finir avec des dictatures¹⁵. Il faut dire que ces soulèvements inattendus sont susceptibles de remettre en cause la stratégie politique et surtout économique que la Turquie a développée au cours des dernières années, dans son espace régional, avec les gouvernements arabes en place. De surcroît, depuis l'effondrement de l'Empire ottoman, les Turcs ont toujours perçu les troubles qui se déroulent dans leur environnement proche comme une menace potentielle de déstabilisation interne.

Le 1er février 2011, pourtant, le gouvernement turc sort de son silence¹⁶. Alors même que l'Égypte et la place Tahrir sont en train de devenir l'épicentre des révolutions arabes, Recep Tayyip Erdoğan demande à Hosni Moubarak d'entendre les revendications qui lui sont adressées. Cet appel survient au moment même où les Etats-Unis et plusieurs pays occidentaux adoptent une attitude comparable. Ce n'est donc pas la décision la plus difficile que la diplomatie turque aura à prendre. Car les relations que les dirigeants turcs entretiennent avec le président Moubarak n'ont rien à voir avec celles qu'ils ont nouées avec Bachar el-Assad, et sont dominées par un manque de cordialité

¹³ Cf. notamment, Burak Bekdil, «What unites and divides Turkey and Iran on Israël», *Hürriyet*, 7 April 2011.

¹⁴ Sur le débat concernant le «néo-ottomanisme», cf. Emel Parlar Dal, «Entre précaution et ambition, le néo-ottomanisme de la nouvelle politique étrangère de l'AKP en question», *EurOrient*, n°-hors-série, Dynamiques contemporaines en Turquie, ruptures et continuités?, 2010, p. 35 et s.; Ömer Taşpınar, «Turkey Middle-East Policy, between Neo-Ottomanism and Kemalism», *Carnegie Papers*, N°10, September 2008.

¹⁵ Sur ce thème, cf. Semih İdiz, «Turkey caught unprepared over events in Egypte», *Hürriyet Daily News*, 31 January 2011.

¹⁶ Cf. «Turkish PM Erdoğan urges Mubarak to heed Egyptian outcry», *Hürriyet Daily News*, 2d February 2011

évident. Les initiatives turques dans le conflit israélo-palestinien et le statut de nouvelle puissance régionale acquis par la Turquie inquiètent le vieux Raïs, qui voit dans l'expérience politique conduite par l'AKP l'illustration même des désirs que les Américains ont exprimés, lorsqu'ils ont lancé en 2003 leur projet de *Greater Middle East*, à savoir : permettre à des régimes musulmans modérés populaires de succéder à des autocraties républicaines séculières en fin de course. Pourtant, alors que le régime presque trentenaire d'Hosni Moubarak est en train de vivre ses derniers instants, la Turquie commence à se rendre compte qu'elle peut tirer parti de son influence économique et stratégique croissante, voire de son prestige nouveau dans la région. C'est le début du débat sur le « modèle turc ».

Au moment où ce débat s'engage au Moyen-Orient, plusieurs documents publiés sur la question semblent en corroborer la pertinence. Une étude de Pierre Razoux pour le collège de défense de l'OTAN, sortie en février 2011, affirme que l'opinion publique arabe considère le régime turc « comme un modèle de développement à suivre », estimant qu'il est « républicain et démocratique » et que l'armée « ne cherche plus à s'emparer du pouvoir dans ce pays »¹⁷. Le *think tank* turc TESEV, quant à lui, rend publique à la même époque, une enquête qui indique à quel point la perception de la Turquie dans le monde musulman s'est transformée, au cours de la décennie écoulée¹⁸. Cette enquête a été conduite avant les « printemps arabes », entre le 25 août et le 27 septembre 2011, auprès de 2267 personnes dans 7 pays arabes (l'Irak, la Syrie, le Liban, la Jordanie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et les territoires palestiniens). Ses résultats vont être très largement mis en exergue par la presse turque pour démontrer la pertinence du « modèle turc », car ils sont flatteurs pour l'image d'un pays, dont le régime est perçu comme une expérience réussie de mariage de l'islam avec la démocratie, et dont on souhaite qu'il puisse avoir un rôle plus important au Moyen-Orient¹⁹.

Les dirigeants turcs restent pourtant prudents à l'égard de cet apparent succès. Le 23 février 2011, à l'occasion d'une interview à l'AFP, le 23 février 2011, Recep Tayyip Erdoğan préfère voir dans l'expérience menée par son pays « une source d'inspiration » pour le monde arabe en révolte, plutôt qu'un « modèle » à imiter, en soulignant que l'expérience turque démontre « que l'islam et la démocratie peuvent parfaitement coexister. »²⁰. Une telle circonspection tient aussi aux inconnues stratégiques qui prédominent après la chute d'Hosni Moubarak,

¹⁷ Pierre Razoux, *Que penser de la crise politique que traverse l'Afrique du nord et le Moyen-Orient*, Research Division, NATO Defense College, Roma, February 2011, p. 6.

¹⁸ Mensur Akgün, Sabiha Senyücel Gündoğar, Jonathan Levack, Gökçe Perçinoğlu, *The perception of Turkey in the Middle East 2010*, Istanbul, TESEV Foreign Policy Program, 2 February 2011. TESEV a d'ailleurs conduit deux autres enquêtes du même genre depuis. La dernière qui a été rendue publique en novembre 2012 montre un léger tassement de l'engouement pour le « modèle turc ».

¹⁹ À propos du débat sur le « modèle turc », cf. Jean Marcou, « Les multiples visages du modèle turque » in *Futuribles*, N°379, 5-22, novembre 2011, p. 5 à 22; Jean Marcou, « Le modèle turc controversé de l'AKP », in *Moyen-Orient*, N°13, janvier-mars 2012, p. 38 à 43.

²⁰ Cf. Dépêche de l'AFP de Michel Sailhan, « Turkey can be 'inspiration' for Arabs: Erdoğan », 24 February 2011.

alors même que, dans le courant du mois de février 2012, de nouveaux pays arabes (le Yémen, le Bahreïn, la Libye) connaissent des soulèvements similaires.

La deuxième phase des «printemps arabes», en particulier les crises libyenne et syrienne, vont être une mise à l'épreuve beaucoup plus redoutable à négocier pour la Turquie que les premières révolutions tunisienne et égyptienne. La Turquie, en effet, avait établi des liens plus denses avec la Libye et la Syrie.

En ce qui concerne la Libye, bien que le prix des droits de l'homme reçu par Recep Tayyip Erdoğan des mains même de Mouammar Kadhafi, en décembre 2010, attestent de liens politiques réels, la relation établie était avant tout économique. La Turquie avait réalisé de nombreux investissements dans ce pays, ce qui la conduisait à y entretenir plus de 20 000 expatriés. Au cours de la deuxième quinzaine de février, alors que guerre civile libyenne commence, Ankara se retrouve confrontée à l'impératif de devoir rapatrier dans l'urgence ses ressortissants, tandis que l'avenir de ses échanges commerciaux avec ce pays semble provisoirement compromis²¹.

En ce qui concerne la Syrie, les conséquences du soulèvement qui commence à la mi-mars 2011 sont encore plus graves. Les relations intenses que la Turquie avaient établies avec son voisin arabe étaient non seulement économiques (signature d'un accord de libre-échange en 2004), mais également politiques, culturelles et même militaires. Ce rapprochement avait pris en outre une dimension très personnelle, Recep Tayyip Erdoğan et Bachar el-Assad, accompagnés de leurs épouses, multipliant les rencontres au sommet, et donnant à ces dernières un rayonnement médiatique important. Fort des acquis de cette coopération, le premier ministre turc va croire, dans un premier temps, qu'il est en mesure de convaincre le leader syrien d'entreprendre une transition politique. Mais devant la résistance imprévue du régime baasiste et l'accroissement de la répression, Ankara doit se résoudre à condamner son ancien allié et à prendre ses distances. À partir de l'automne 2011, les relations entre les deux pays deviennent exécrables. En novembre 2011, après les attaques lancées contre les représentations diplomatiques turques en Syrie par des partisans de Bachar el-Assad, Recep Tayyip Erdoğan promet à ce dernier le sort de Mouammar Kadhafi, s'il continue dans la voie de la répression. En avril 2012, des tirs de l'armée syrienne contre des camps de réfugiés situés en Turquie amène Ankara à rappeler à Damas les mécanismes de solidarité entre Etats membres prévus par la Charte de l'OTAN. En juin 2012, le ton monte encore d'un cran lorsque la Syrie abat un avion turc qu'elle accuse d'avoir violé son espace aérien²². En septembre 2012, enfin, l'armée turque riposte à des bombardements de mortiers meurtriers

²¹ Marc Semo, «L'affaire libyenne ou les contradictions de la diplomatie turque», in Dorothee Schmid, *La Turquie au Moyen-Orient: le retour d'une puissance régionale*, Paris, IFRI-CNRS Editions, 2011.

²² L'enquête, qui a suivi cette affaire, a provoqué dans la presse turque des polémiques qui ont duré plusieurs semaines. En septembre 2012, un rapport de l'armée turque a conclu que cet avion (un F4 de reconnaissance qui testait probablement les radars syriens) avait été abattu par un missile dans les eaux internationales.

qui ont frappé son territoire, avant d'intercepter un avion de ligne syrien accusé de transporter illégalement du matériel militaire venant de Russie. Après une décennie d'embellie, les relations turco-syriennes semblent être revenues à l'état de conflictualité qui les caractérisait à la fin des années 1990²³.

3- Réalités et illusions du prétendu « retour vers l'Ouest ».

Alors que la Turquie semble devoir durablement cohabiter avec une guerre civile à ses frontières, les « printemps arabes » ont relativisé les changements de la politique étrangère turque. La difficulté qu'Ankara a éprouvé à se positionner face à l'intervention internationale déclenchée en Libye après l'adoption de la résolution 1973 par le Conseil de sécurité des Nations Unies, au milieu du mois d'avril 2012, a apporté un démenti à ceux qui voyaient la Turquie s'éloigner de ses alliés occidentaux²⁴. Car si le gouvernement turc s'est montré d'abord franchement hostile à une initiative suspectée d'impérialisme, il s'y est rallié progressivement, en refusant toutefois de participer aux opérations militaires²⁵. La crise syrienne, quant à elle, va indiquer brutalement à la Turquie les limites de sa stratégie du « zéro problème avec nos voisins », qui, avec le moindre alignement d'Ankara sur l'Occident, apparaissait comme l'un des éléments majeurs de sa nouvelle politique étrangère. En étant forcé de rompre avec Damas, premier terrain d'expérimentation de sa stratégie de bon voisinage, la Turquie provoque ainsi une réaction en chaîne. En effet, elle se retrouve en indécatesse avec les alliés indéfectibles du régime baasiste (la Russie, l'Iran, l'Hezbollah libanais) qui se trouvent compter aussi parmi des voisins coriaces qu'elle croyait être parvenue à amadouer.

Les « printemps arabes » ont en réalité remis en question les équilibres stratégiques sur lesquels la Turquie avait assis sa nouvelle politique étrangère jusqu'en 2010. Le changement politique qu'ils ont induits, a obtenu le soutien du président Obama dont les pressions ont sans doute accéléré le départ d'Hosni Moubarak et dont le discours du 19 mai 2011 à la Maison-Blanche a affirmé que la démocratie était désormais une valeur qui concernait le monde arabe. Mais le bouleversement politique des révolutions arabes a suscité aussi la méfiance, voire la franche hostilité, d'autres puissances qui, comme la Russie et l'Iran, sont soucieuses de sauvegarder leurs positions dans la région et d'endiguer un processus qu'elles considèrent, depuis l'intervention internationale en Libye, comme une nouvelle manœuvre des Occidentaux pour assurer leur suprématie sur la Méditerranée et le Moyen-Orient²⁶. Face à cette équation stratégique

²³ Cf. Jean Marcou, «Les relations turco-syriennes: de l'embellie à la descente aux enfers», *Les Cahiers de l'Orient*, Automne 2012, n°107.

²⁴ Semih Idiz, «Turkey's Dilemma grows», *Hürriyet Daily News*, 11 April 2011.

²⁵ cf. Marc Semo, *op.cit.*

²⁶ Mark N. Katz, «La Russie et le 'printemps arabe' : la démocratie en question», *Moyen-Orient*, N°15, p. 68 à 73.

nouvelle, la Turquie a manifestement dû choisir entre, d'une part, la poursuite des orientations récentes (2009-2010) de sa politique étrangère, qui la voyait se démarquer des grandes puissances occidentales et, d'autre part, un devoir de pays pluraliste et démocratique la conduisant à approuver des soulèvements populaires contre des dictatures. En faisant le second choix, Ankara est aussi revenue vers ses alliances traditionnelles (l'OTAN, les relations avec les Etats-Unis...), et ce d'autant plus que de nouveaux périls, comme le développement de la guerre civile syrienne à ses frontières, et les incertitudes du dossier nucléaire iranien, l'ont confortée dans cette orientation, en la voyant en particulier confirmer sa participation au bouclier antimissile américain, à l'égard duquel elle avait initialement manifesté pourtant un certain scepticisme²⁷.

Que reste-t-il dès lors de la nouvelle politique étrangère d'Ahmet Davutoğlu? Après avoir dérivé vers l'est la diplomatie turque est-elle de retour vers l'Ouest? En fait, en dépit des problèmes que lui ont posé les crises libyenne et syrienne, et par ailleurs de la revalorisation de son appartenance à l'OTAN, la Turquie n'en est pas revenue subitement à sa diplomatie antérieure.

On observe tout d'abord que les « printemps arabes » et le prétendu retour vers l'Ouest qu'ils auraient provoqué, n'ont eu aucun effet sur les rapports d'Ankara et de Tel-Aviv. Ces derniers restent aussi inexistantes qu'au lendemain du drame du *Mavi Marmara* et les démarches répétées du gouvernement israélien pour essayer de les restaurer ont tourné court. Cette situation s'explique. En acceptant d'assouplir les conditions qu'elle a posées au rétablissement de relations diplomatiques normales avec l'Etat hébreu, la Turquie ruinerait probablement une partie du prestige qu'elle a acquis ces dernières années au sein du monde arabe. Et cela, au moment même où elle a entrepris de se rapprocher des pays où les soulèvements ont abouti à la chute des dictatures existantes. Au mois de septembre 2011, Recep Tayyip Erdoğan a entrepris une tournée remarquée en Égypte, en Tunisie et en Libye, où il a été accueilli chaleureusement. En octobre 2012, le vice-premier ministre, Ali Babacan, a annoncé l'octroi de prêts importants à l'Égypte, la Libye, la Tunisie et le Yémen²⁸. Politiquement, il est indiscutable que se confirme une convergence entre la Turquie, les monarchies du Golfe et les nouveaux régimes musulmans (voire islamistes) issus des transitions politiques, qui ont suivi les « printemps arabes ».

Par ailleurs, on observe que le gouvernement turc maintient sa stratégie multidimensionnelle de pays émergent qui la voit développer sa présence économique et diplomatique sur de nouveaux continents (Afrique, Amérique latine...), poursuivre sa stratégie de médiation lorsqu'elle le peut (dans les Balkans

²⁷ En novembre 2010, à Lisbonne, lors du sommet de l'OTAN qui décida de ce bouclier antimissile, la Turquie s'était heurtée à la France pour exiger que le document final de la conférence ne mentionne pas expressément les Etats visés par ce système de défense, en particulier l'Iran.

²⁸ 200 millions de \$ pour la Libye, 400 millions de \$ pour la Tunisie, 2 milliards de \$ pour l'Égypte. La Turquie a pris rang par ailleurs parmi les donateurs qui envisagent d'accorder au Yémen un prêt de 1,5 milliards de \$ pour le sortir de la crise financière dans laquelle il est plongé.

en particulier) et rester aussi très critique à l'égard du système international et de ses principales organisations (*ONU, FMI...*). S'exprimant notamment le 9 novembre 2012 lors d'un forum international à Bali, Recep Tayyip Erdoğan, s'en est pris de façon significative au Conseil de Sécurité des Nations Unies après avoir constaté notamment l'impuissance de ce dernier face à la crise syrienne, et avant de conclure que « le destin du monde ne pouvait pas dépendre des cinq membres permanents » de cette instance²⁹.

4- « Retour vers l'Ouest » mais pas vers l'Europe ?

Force est de constater que les évolutions stratégiques induites par les « printemps arabes » n'ont guère amélioré les relations de la Turquie avec l'UE. Le 15e rapport d'évaluation de la candidature turque rendue par la Commission européenne en octobre 2012³⁰ s'est montré particulièrement critique, en pointant un certain nombre de dysfonctionnements graves dans le domaine de la garantie des droits fondamentaux, en particulier dans celui de la liberté de la presse³¹. Toutefois, il ne semble pas que l'enlisement de la candidature de la Turquie soit exclusivement la conséquence de ces dérives et du retard pris par les réformes politiques, mais qu'il découle principalement des désaccords existant entre les Etats-membres de l'UE, sur l'opportunité d'accueillir le nouvel adhérent. L'intégration de la Turquie ne pose pas seulement la question des frontières de l'Europe, mais aussi celle de la cohésion d'un projet européen qui n'a pas encore totalement assimilé les élargissements des années 2000, tout en étant frappé de plein fouet par la crise des dettes souveraines. 2011, l'année des « printemps arabes » a vu pour la première fois, la Turquie n'ouvrir aucun chapitre de la reprise de l'acquis communautaire³², tandis que ses relations avec les pays qui, au sein de l'UE, lui sont le moins favorables, continuaient à se détériorer. En 2012, le contrôle des flux migratoires et les prospections gazières engagées au large de l'île de Chypre ont généré de graves tensions entre Ankara, d'une part, Athènes et Nicosie, d'autre part. Mais c'est surtout le rapport de la Turquie au centre de gravité franco-allemand de l'Europe qui a montré des signes de fatigue inquiétants.

Ces dernières années, alors que la chancelière Angela Merkel n'a fait pas mystère de son désaccord avec l'adhésion de la Turquie à l'UE, les relations turco-allemandes n'ont cessé d'être affectées par des accrochages concernant, entre autres, le statut des immigrés turcs en Allemagne, au moment où les flux migratoires se sont inversés, beaucoup de Turcs retournant en Turquie pour profiter du développement économique qui y prévaut. Ni les visites de Recep Tayyip Erdoğan et d'Abdullah Gül, ni la célébration du 50e anniversaire de

²⁹ Cf. « Erdoğan says all countries should be permanent members of the UNSC », *Today's Zaman*, 9 November 2012.

³⁰ European Commission, *Turkey 2012 Progress Report* (on line on the UE website).

³¹ Cf. Guillaume Perrier, « La Commission européenne épingle la Turquie », *Le Monde* 26 octobre 2012.

³² Au premier semestre 2010, la présidence espagnole de l'UE, est la dernière à avoir ouvert un chapitre de la reprise de l'acquis communautaire (le 12^e portant sur la sécurité alimentaire, vétérinaire et phytosanitaire).

l'accord d'immigration turco-allemand en novembre 2011, n'ont véritablement contribué à améliorer les relations entre les deux pays.

Parallèlement, la dernière année de mandat de Nicolas Sarkozy a accentué encore la détérioration des relations franco-turques. En février 2011, le passage de quelques heures sur le sol turc du chef de l'Etat français (venu en outre au titre de président du G20), a été particulièrement mal vécu par les responsables politiques turcs. En mars-avril 2011, au début de la crise libyenne, la France et la Turquie se sont retrouvées encore sur des positions diamétralement opposées, la première prenant la tête de l'intervention internationale, la seconde refusant de s'y impliquer militairement. À la fin de l'année 2011, l'adoption par le parlement français d'une loi de pénalisation de la négation des génocides a porté les tensions entre les deux pays à un niveau jamais atteint.

L'élection de François Hollande, en mai 2012, a été interprétée par la Turquie, de façon un peu trop confiante, comme le début d'une nouvelle ère susceptible de lui permettre de débloquent sa candidature. Dès les lendemains de son élection, le nouveau président a affirmé ne plus s'opposer à la candidature de la Turquie et ne plus vouloir instrumentaliser ce sujet à des fins de politique intérieure. Pourtant, par la suite, la France a peiné à mettre un terme à la posture de méfiance, voire d'hostilité, qui avait prévalu pendant le quinquennat de Nicolas Sarkozy. A notre avis, cette situation ambiguë a deux raisons principales.

La première concerne la position du nouveau gouvernement sur la législation pénalisant la négation des génocides. Il ne faut pas oublier que François Hollande a toujours été favorable à l'adoption d'une telle législation, et qu'après l'annulation par le Conseil constitutionnel³³ du texte voté par le parlement en janvier 2012, il avait (comme Nicolas Sarkozy) annoncé son intention de relancer un projet de loi sur la question. Si la confirmation de cette intention par le président, deux mois après son élection, le 7 juillet 2012, a surpris et provoqué une polémique, c'est parce que le nouveau ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius³⁴, avait antérieurement et à plusieurs reprises privilégié la restauration de bonnes relations avec la Turquie³⁵. Le 5 juillet 2012, à Paris, lors d'une conférence conjointe avec son homologue turc, Ahmet Davutoğlu, le chef de la diplomatie française avait même affirmé qu'une relance de la loi de pénalisation était devenue impossible après la décision du Conseil constitutionnel³⁶.

³³ Décision du Conseil Constitutionnel, 2012-647- DC- 28 février 2012, concernant la «loi visant à réprimer la contestation de l'existence des génocides reconnus par la loi».

³⁴ Depuis qu'il est devenu ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, qui s'est rendu en Turquie dès le mois d'août 2012, s'est montré très favorable à la restauration de bonnes relations franco-turques. Toutefois, lors des élections primaires qui avait précédé l'élection présidentielle française de 2007, il avait été le seul des 3 candidats socialistes (les deux autres étant Ségolène Royal et Dominique Strauss-Kahn) à se dire opposé à l'adhésion de la Turquie à l'UE.

³⁵ Lors d'un entretien au journal *Le Monde*, le 29 mai 2012, Laurent Fabius soulignait «les contraintes juridiques» que rencontrerait la relance d'une loi de pénalisation des génocides, et affirmait qu'il était «important de renouer les fils avec la Turquie qui joue un rôle majeur, aux plans économique et diplomatique, notamment sur les questions syrienne et iranienne».

³⁶ Lors de cette conférence de presse conjointe, Laurent Fabius avait donné la «priorité» à la

La seconde raison de la gêne française à l'égard de la relance de la candidature turque à l'UE tient à la position très complexe qui est celle du nouveau gouvernement sur cette candidature. Certes, la plupart des membres de la nouvelle majorité parlementaire de François Hollande (qui rassemble les socialistes et les écologistes) se déclarent favorables à l'entrée de la Turquie dans l'UE, mais beaucoup d'entre eux assortissent leur accord de conditions strictes (faisant référence notamment à la nécessité d'améliorer la situation des droits de l'Homme). De surcroît, dans le contexte français actuel, qui est celui d'une situation économique dégradée où le nouveau président, à peine élu, affronte une rapide dégradation de sa côte de popularité, l'idée de relancer cette candidature avec la volonté de la faire aboutir n'est pas sans danger, à la fois parce que l'opinion publique française reste majoritairement hostile à l'intégration européenne de la Turquie et parce qu'il y a là un sujet qui est susceptible de diviser la France et l'Allemagne, au moment même où elles ont besoin d'être unies pour affronter la crise. Dès lors, la position de la France de François Hollande sur la candidature de la Turquie est assez attentiste. Elle consiste à mettre un terme à la stigmatisation permanente dont Ankara était l'objet, à l'époque de Nicolas Sarkozy, sans pour autant prendre l'initiative d'une relance des négociations visant à une intégration européenne de la Turquie, dont les nouveaux responsables français mesurent mal toutes les conséquences.

En guise de conclusion...

En commençant cet article consacré aux tendances les plus récentes de la politique étrangère turque, nous soulignons la difficulté de changer de politique étrangère, en rappelant les contraintes qui pèsent sur la conduite d'une activité diplomatique. La gêne que rencontre François Hollande, depuis son élection à la présidence, pour se démarquer de la position de son prédécesseur à l'égard de la candidature de la Turquie à l'UE, et déterminer sa ligne personnelle, est sans doute révélatrice de cette difficulté à changer. Toutefois, en l'occurrence, les contingences qui entravent le changement découlent moins de l'ordre international, que de l'ordre interne et de raisons purement domestiques.

Plus généralement, quant à l'évolution de la politique étrangère turque, on peut dire que ces dernières années, Ankara n'a pas délaissé l'axe fondamental de ses alliances, les « printemps arabes » ayant confirmé notamment l'importance de son appartenance à l'OTAN. Mais, la Turquie a indiscutablement confirmé une série de transformations et de tendances qui étaient en cours depuis 2007 : stratégie multidimensionnelle qui la voit accroître sa présence sur de nouveau continent (Afrique), critique du système international de l'ONU, développement de son influence régionale (notamment en direction du monde arabe), difficulté

coopération entre la France et la Turquie sur le dossier syrien et, à propos de l'hypothèse d'une relance de la loi de pénalisation de la négation des génocides, rappelant la décision d'annulation du Conseil constitutionnel, il avait déclaré: «Il n'est pas possible de reprendre le même chemin, sinon le résultat sera évidemment le même».

à faire avancer sa candidature à l'UE, activisme diplomatique et présence dans les organisations internationales. En réalité, les « printemps arabe » ont permis de comprendre que, si la Turquie n'avait pas tourné le dos à l'Occident, elle entendait continuer à affirmer sa présence sur les scènes régionales et internationales pour y obtenir un statut plus conforme à sa puissance économique et à ses ambitions stratégiques.

Bibliography

EUROPEAN COMMISSION, *Turkey 2012 Progress Report* (on line on the UE website).

Akgün, Mensur, Senyücel Gungoğar, Sabiha, Levack, Jonathan, Perçinoğlu, Gökçe, *The perception of Turkey in the Middle East 2010*, Istanbul, Tesev Foreign Policy Program, 2 February 2011.

Akgün, Mensur, «Turkey: what axis shift?», *Le Monde diplomatique*, July 2010 (<http://mondediplo.com/blogs/turkey-what-axis-shift>).

Arisoy, Cansu, «Is Turkey turning its face from Europe in the post-Cold War Era?», *BILGESAM*, 29 January 2010 (http://www.bilgesam.org/en/index.php?option=com_content&view=article&id=227:is-turkey-turning-its-face-from-europe-in-the-post-cold-war-era&catid=77:ortadogu-analizler&Itemid=147).

Barisch, Katinka, *Can Turkey combine EU accession and regional leadership?* Centre for European Reform, UK, 2010.

Bertrand, Gilles: «Le changement en politique étrangère : le cas de la Turquie depuis 2002 », Communication au Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), Strasbourg, Septembre 2011.

Davutoğlu, Ahmet, *Stratejik Derinlik: Türkiye'nin uluslararası konumu*, Istanbul, Küre, 2005.

Marcou, Jean, «Les relations turco-syriennes: de l'embellie à la descente aux enfers», *Les Cahiers de l'Orient*, Automne 2012, n°107.

Marcou, Jean, «Le modèle turc controversé de l'AKP», in *Moyen-Orient*, N°13, janvier-mars 2012, p. 38 à 43.

Marcou, Jean, « La place du monde arabe dans la nouvelle politique étrangère d'Ahmet Davutoğlu », in Dorothee Schmid (dir.) *La Turquie au Moyen-Orient, le retour d'une puissance régionale*, Paris, IFRI/CNRS Editions, décembre 2011.

Marcou, Jean, «Les multiples visages du modèle turque » in *Futuribles*, N°379, 5-22, novembre 2011, p. 5 à 22.

Parlar Dal, Emel, Turquie: la nouvelle politique extérieure turque entrele mythe européen et la nostalgie ottomane, *EurOrient*, N°35-36, L'Harmattan, 2011.

Parlar Dal, Emel, «Entre précaution et ambition, le néo-ottomanisme de la nouvelle politique étrangère de l'AKP en question», *EurOrient*, n°-hors-série, Dynamiques contemporaines en Turquie, ruptures et continuités ?, 2010, p. 35 et s.

Özeren, Süleyman Özeren, «Axis and Turkey, what should change?» *USAK*, 17 june 2010 (<http://www.usak.org.tr/EN/makale.asp?id=1537>); Minutes of the international conference « Turkey Foreign Policy in a changing world », Oxford, 30 April 2010 - 2 May 2010, (<http://www.sant.ox.ac.uk/seesox/workshopreports/ReportfromTFPconf.pdf>)

Razoux, Pierre, *Que penser de la crise politique que traverse l'Afrique du nord et le Moyen-Orient*, Research Division, NATO Defense College, Roma, February 2011, p. 6.

Schmid, Dorothee (dir.) *La Turquie au Moyen-Orient, le retour d'une puissance régionale*, Paris, IFRI/CNRS Editions, décembre 2011.

Schmid, Dorothee, «De l'élargissement à l'éloignement : la Turquie veut-elle toujours adhérer à l'Union européenne», *Politique étrangère*, 1/2010 (Printemps), p. 13 - 24.

Semo, Marc, «L'affaire libyenne ou les contradictions de la diplomatie turque», in Dorothee Schmid, *La Turquie au Moyen-Orient : le retour d'une puissance régionale*, Paris, IFRI-CNRS Editions, 2011.

Taşpınar, Ömer, «Turkey Middle-East Policy, between Neo-Ottomanism and Kemalism», *Carnegie Papers*, N°10, September 2008.